

GENIAL MODELE SOCIAL, LE MOMENT D'AVANCER.

Le modèle français de sécurité sociale est légitime : il s'agit depuis 1945 de tendre le plus possible vers l'égalité de l'accès aux soins, au logement, à la participation sociale au travail, à l'éducation.

De toute façon, la France ne peut s'en passer, car l'économie française toute entière en profite ; n'oublions pas que le modèle social correspond chaque année au quart du PIB français. Plus de 400 milliards d'euros annuels, tout de même.

Or la crise conduit les gouvernants à craindre des dérapages monstrueux dans les dépenses de solidarité. Ils vont donc veiller aux mécanismes budgétaires.

Cette masse de budgets sociaux et sanitaires a évidemment son coût, mais si on la maîtrise à peu près elle va en tout cas fonctionner comme un amortisseur de crise.

Raison de plus pour ne pas se laisser culpabiliser par les détracteurs des dépenses de santé et du social.

Le temps revient où il apparaît nettement que le libéralisme n'est pas la solution. Pas plus que l'idéal de l'utilisateur qui se servirait librement au marché des services (sociaux, d'aide, etc.).

Pour autant cela ne redonne pas carte blanche aux services sanitaires, sociaux et médico-sociaux d'intérêt public pour tout décider à la place de l'utilisateur.

Les temps changent, donc. Vient le moment des budgets justifiés, et aussi de la démocratie dans les services, et de la reconnaissance du bien fondé du modèle social...

SUR LE VIF